

Territoire: des mots pour le dire

Exposé aux Assises nationales « Énergie et climat » des collectivités locales en France: comment aborder les territoires avec un œil nouveau pour qu'ils puissent jouer le rôle capital qu'ils peuvent jouer dans la construction d'une société durable

Pierre Calame

Conférence, fph, 28 janvier 2009, 6 pages (bip 3842)

Résumé

Le territoire, loin d'être une nostalgie du passé est appelé à devenir l'acteur majeur d'une société durable mondialisée. Pour cela, il faut changer de lunettes dans notre regard sur le territoire, utiliser d'autres « mots pour le dire ».

Le texte commente huit mots, huit concepts :

- revanche
- brique de base de la gouvernance
- acteur pivot
- ignorance
- acteur social
- être vivant collectif
- oeconomie
- exergie

Mots-clés thématiques : HISTOIRE; GOUVERNANCE LOCALE; MOUVEMENT DE PENSÉE SUR LES TERRITOIRES; COOPÉRATION ENTRE TERRITOIRES; TERRITOIRE; DÉVELOPPEMENT DURABLE ET TERRITOIRE; MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE; POLITIQUE DE L'ÉNERGIE; ÉNERGIE

Mots-clés géographiques : FRANCE

Mots-clés acteurs : COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Réf. : *intranetfph/bip/3842, D2a_A0 - Approche alternative des territoires*

Désolé de vous infliger un énième exposé.

Une fondation d'abord c'est quoi ? C'est un animal exotique en France et un animal familier dans tout le monde anglo-saxon. Exotique parce que c'est une institution privée avec un objectif public. La caractéristique d'une fondation est de mener son action pour l'essentiel à partir des revenus du patrimoine de son fondateur, ce qui a deux conséquences, l'indépendance et la possibilité d'agir à long terme. Notre choix, à la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, est d'utiliser cette indépendance et ce moyen d'agir à long terme pour s'engager sur ce que nous considérons comme les trois mutations majeures du 21^e siècle : la révolution de la **gouvernance**, ou comment gérer autrement nos sociétés du local au mondial ; un **socle éthique commun** puisqu'on a une seule planète à gérer ensemble avec les Chinois, les Africains, les Indiens, les Américains, etc., et, troisièmement, comment passer d'un modèle de développement non durable à une **société durable**. Notre engagement est donc résolument mondial et porte sur des mutations qui vont se dérouler sur cinquante ans et qui conditionnent très largement, vous le savez tous, ce que vivront nos enfants et nos petits enfants.

J'en viens au sujet de ces Assises. Vous allez avoir beaucoup de travaux pratiques pendant ces deux jours. Ce que je vais chercher à proposer ce sont **des mots pour le dire**. Le philosophe allemand Heidegger disait : « le plus difficile dans la vie c'est de voir ses lunettes parce que l'on voit le monde **à travers** ses lunettes ». C'est cette réflexion sur les lunettes à travers lesquelles on regarde les territoires que je voudrais partager avec vous en quelques minutes.

Premier mot pour le dire, **revanche**. La revanche des territoires. Pourquoi revanche des territoires. Quand j'ai commencé ma vie professionnelle il y a plus de quarante ans, un des bouquins à la mode s'appelait « la fin des villes ». Il y avait l'idée, assez largement partagée, que l'approche locale, l'approche par les territoires appartenait au passé. Ça paraissait évident ! avec le développement des moyens de communication, tous les facteurs qui avaient fondé la concentration de l'humanité dans des coins de l'espace étaient en train de disparaître. On allait tendre vers un espace beaucoup plus isotrope. En outre, dans un monde politique et institutionnel comme la France, le territoire, le local c'était ringard, c'était à l'opposé de la raison abstraite, à l'opposé du déploiement de l'Etat et de la science qui étaient les deux grands piliers de la société et du progrès depuis la Révolution française. Le territoire, c'était les adhérences locales, c'était le clocher, c'était le beffroi, c'était les notaires, c'était les particularités locales, bref tout ce qui nous rattachait au passé. Aller vers le progrès c'était sortir du local. Et puis, au plan économique, le territoire c'était ringard aussi. On était complètement portés par une métaphore, qui continue à irriguer l'économie dominante, celle du gaz parfait, sans frottement, image du citoyen parfait, quand les corps intermédiaires étaient considérés comme un écran au lien entre l'individu, le peuple et l'Etat et image du consommateur parfait, l'homo economicus qui se déployait dans le vaste espace d'un marché mondialisé. Donc, le territoire c'était fini. Le territoire, c'était le passé. Le progrès c'était ailleurs, c'était la nation, c'était le monde.

Quarante ans après, complet changement de décor ! c'est pour ça que je parle de revanche des territoires. Le monde qui se développe est un monde de villes, un monde et un espace plus polarisés que jamais. Le monde qui se développe est un monde de **réseaux**. On croyait que la société allait vers une dissolution de tous ces grumeaux qui étaient les intermédiaires entre les individus et le monde. Au contraire, notre société n'est plus faite que de grumeaux, de réseaux, de groupes, de diasporas, de relations privilégiées, de tissus. Donc, de fait, nous assistons à la revanche des territoires. Qui plus est, le territoire se trouve être **le niveau où on peut gérer à la fois les rapports entre l'humanité et la biosphère, la cohésion sociale, l'énergie et l'économie**. Le territoire passe de l'idée d'un résidu du passé à l'idée d'acteur de l'avenir.

Deuxième mot pour le dire, **le territoire, brique de base de la gouvernance**. Vous avez eu une magnifique démonstration tout à l'heure avec toute la brochette des collectivités : on est parti du maire, on est arrivé à l'Europe, en passant par l'Etat. On s'est donc tapé 7 ou 8 niveaux de collectivités, tous causant du territoire, tous causant des mêmes sujets. Alors si on s'amuse à attribuer les compétences exclusives à chacun, vous voyez le bordel que ça peut faire ! Donc tout ça ne tient plus debout. **La gouvernance elle doit être conçue du local au mondial**. Nos interdépendances sont mondiales. Les grands choix, à commencer par la science et la technologie, ne s'opèrent ni à Grenoble ni à Paris, ni à Bruxelles, ils s'opèrent à l'échelle mondiale. Donc, la gouvernance doit **articuler le local et le mondial**. L'exemple de l'énergie est typique, **il n'y a aucun problème qui puisse se résoudre à un niveau donné**, donc toute la pensée conventionnelle sur la politique qui consiste à dire que pour qu'il y ait démocratie il faut savoir qui est en charge de quoi, donc il faut répartir des compétences exclusives à chacun, n'est plus en accord avec la réalité. Si c'est ça la démocratie, la démocratie est condamnée puisqu'elle est contraire aux faits ! Donc, si on veut reconstruire la démocratie, il faut **reconstruire une pensée sur la gouvernance** qui mette au centre non pas le partage des compétences mais **l'articulation des actions** des collectivités. On déplace donc complètement le regard, allant du partage des compétences vers la **compétence partagée**. C'est ce que l'on appelle le **principe de subsidiarité active**. L'Europe est en train d'y venir. On n'y parle plus que de gouvernance multi niveaux. La France, on le voit encore avec la Commission Balladur est bientôt à la traîne intellectuelle du monde entier. Penser le territoire comme brique de base de la gouvernance, ça veut dire repenser l'ensemble de la gouvernance.

Troisième mot pour le dire, **le territoire, acteur pivot**. La réflexion historique suggère que chaque société, à chaque moment de son histoire, a des acteurs pivot. Un acteur pivot ce n'est pas forcément l'acteur le plus puissant, c'est celui autour duquel le jeu des autres acteurs s'organise. Depuis le milieu du 19^e siècle l'acteur pivot était la grande entreprise et ça c'est accéléré après la deuxième guerre mondiale. Comme le propre de la société c'est la myopie et qu'on a malheureusement l'habitude d'oublier l'histoire longue, on tend à conclure que ce qui est vrai maintenant sera vrai toujours. Donc, la plupart des gens font comme si l'entreprise multinationale était l'acteur pivot du 21^e siècle. La réponse pour moi est non. Pourquoi ? parce que ce qui a fait la propriété de cet acteur pivot du 20^e siècle c'était sa capacité unique à articuler connaissances scientifiques de base, technologies, capital matériel et mobilisation de la main-d'oeuvre. Dans un monde où, maintenant, l'enjeu de la cohésion et celui de l'équilibre entre humanité, biosphère sont décisifs, l'entreprise n'est plus l'acteur adapté à la situation. Dans un monde où tous les capitaux sont mixtes, matériels, immatériels, humains et naturels, l'entreprise n'est pas le bon acteur pour articuler ces capitaux. Donc, d'autres acteurs pivot vont forcément émerger. Mais le propre d'un acteur est de chercher à durer. Il n'y a qu'à voir l'Etat, ça cherche à se perpétuer par définition. Il faut donc penser les acteurs pivot de demain et ne pas attendre qu'ils s'imposent d'eux mêmes, que les autres leur cèdent la place. En réalité je vois au 21^{ème} siècle deux acteurs pivot complémentaires, car toute société comme tout tissu se construit avec une chaîne verticale et une trame horizontale. Ces deux acteurs, c'est d'un côté le **territoire** et de l'autre la **filière**. La filière car il faut penser non pas l'entreprise qui ne contrôle qu'une étape de la production et de l'échange mais **l'ensemble du processus de production et d'échange**, from cradle to grave, du berceau à la tombe comme disent nos amis anglo-saxons, des matières premières, en amont, au recyclage des déchets, en aval.

Le tissu de la société mondiale de demain, si nous voulons aller vers une société durable, c'est le croisement du territoire et de la filière. Vous ne saviez pas en venant que vous étiez un acteur pivot, maintenant vous le savez !

Quatrième mot pour le dire, **Pignorance**. Nous sommes dans une société d'ignorance. Question : qu'est-ce qu'il y a de commun entre la crise financière et monétaire actuelle et le territoire ?

Réponse : l'ignorance. Je m'explique. Si vous regardez la financiarisation du monde, vous voyez que ça a commencé à partir de 1971 quand on a découplé le dollar de l'or. La financiarisation s'est accélérée avec la première crise pétrolière quand le prix de l'énergie a commencé à faire des sauts. L'absence de sécurité sur les taux de change et sur les coûts des matières premières a fait de la gestion du risque une question centrale. C'est à partir de là que le système financier a commencé à se développer de manière quasi cancéreuse. La caractéristique de ce système financier, c'est d'avoir fait le passage **de la relation à la transaction**. Depuis que le monde est monde, la finance est la transformation de l'épargne en investissement, du court terme en moyen et long termes. Depuis que le monde est monde la garantie apportée à cette transformation qui est forcément risquée, c'est la **confiance**. D'ailleurs confiance et crédit veulent dire la même chose. La société, à travers la financiarisation a fait un pari qui se révèle maintenant un pari stupide : remplacer la confiance comme fondement de la gestion du risque, donc la **connaissance interpersonnelle**, par le morcellement du risque. On a remplacé la relation par deux choses, la transaction (les transactions financières se sont multipliées à une vitesse vertigineuse) et la liquidité. En d'autres termes notre protection contre le risque n'est plus « j'ai confiance en l'autre et je le connais », mais « je ne connais pas l'autre mais je peux quitter le navire à tout bout de champ ». Seulement quand tout se casse la gueule, tout le monde coule ensemble comme on le voit avec la crise financière actuelle. On a beau essayé de monter sur les canaux de sauvetage, ça ne change rien du tout. On a abouti à un résultat étonnant : les banques ne savent pas ce qu'il y a dans leur propre bilan.

Qu'en est-il maintenant de notre mode de vie ? Il n'y a aucune traçabilité de ce que vous consommez en énergie, en matières premières et en travail humain. Vous n'en savez rien. Peut-être avez-vous une certaine connaissance de la gestion locale mais ce que Wupertal Institute appelle le « sac à dos écologique », c'est-à-dire ce qu'il a fallu comme énergie et matières premières pour amener les produits à bon port, vous n'en savez strictement rien. Puisque tous les échanges sont monétaires la monnaie agit comme un voile d'ignorance sur la réalité concrète de l'économie.

Qu'en est-il de la connaissance sur les territoires ? Même chose **l'ignorance est constitutive des territoires actuels**. Vous n'avez aucune idée de ce qui circule à l'intérieur du territoire, vous avez une très faible idée de son métabolisme, au sens des écosystèmes. Les institutions qui traversent le territoire, sont souvent des institutions nationales comme dans le cas de l'électricité. **Elles ne sont pas organisées pour produire sur le territoire les connaissances qui seraient nécessaires** au précepte platonicien du Gnothi Seauton, connais toi toi-même, connais tes limites, connais comment tu fonctionnes.

J'ai coutume de dire que, la région Ile de France se connaît infiniment moins bien que le dernier village chinois il y a 2 000 ans. Parce que pour le dernier village chinois il y a 2 000 ans, ne pas se connaître c'était mourir ! Mais dans nos territoires modernes, on s'est habitués à vivre dans un monde où l'entropie est combattue par une importation permanente d'énergie. Donc, on n'a plus besoin de se connaître.

Cinquième mot pour le dire, **acteur social**. Notre monde est peuplé d'institutions, on crève d'institutions. On est tellement institutionnaliste que pour nous un acteur c'est une institution. Pour être acteur il faut avoir un statut juridique. Or, selon moi, les notions d'acteur et d'institution sont complètement différentes l'une de l'autre.

A l'heure actuelle quand on dit le « territoire acteur », tout le monde traduit « collectivités territoriales ». Évidemment pas ! Un territoire c'est une société, une communauté de destin et de vie sur un territoire, ce n'est pas une institution politique.

La grande question qui se trouve posée à nous si l'on veut que le territoire devienne l'acteur pivot du 21^e siècle, c'est de le **constituer en acteur social**. Comment se constitue un acteur social ? Je retiendrai pour les besoins de la brièveté trois étapes : **l'entrée en intelligibilité, l'entrée en dialogue, l'entrée en projet**. On ne naît pas acteur, on le devient. Etre acteur est le résultat d'une volonté. Il y a beaucoup d'institutions qui subissent le destin, il y a des non institutions qui agissent.

Sixième mot pour le dire, **être vivant collectif**. Quel est le propre d'un être vivant collectif ? c'est qu'il existe une membrane, réelle ou virtuelle peu importe, qui permet de maîtriser les échanges avec l'extérieur et les échanges à l'intérieur. Est-ce que le territoire est aujourd'hui un être vivant collectif ? non il ne sait pas concevoir sa membrane, il ne sait pas **se penser** avec une membrane. Ce qui est fascinant c'est que l'économie mondialisée, de ce point de vue, vous traverse, nous traverse mais sans avoir aucune notion par exemple de la part de travail humain qui rentre dans vos consommations, aucune notion de la part d'énergie locale bien entendu. Reconstituer, déjà intellectuellement, un être vivant collectif, c'est reconstituer cette membrane, analyser les flux intérieurs, analyser les flux avec l'extérieur. C'est la base de tout. Alors on me dira : « mais alors là vous voulez revenir au protectionnisme, vous voulez revenir à la relocalisation de l'industrie, on vous voit venir ! ». Pas du tout, le problème n'est pas là. Aucune société ne se développe sans maîtriser ses échanges. C'est comme les êtres vivants d'une manière générale, c'est ce que j'appelle **l'ouvermeture**, c'est la contraction de l'ouverture et de fermeture. Une société qui n'a pas d'ouverture sur l'extérieur meurt. Une société qui est traversée par les flux extérieurs sans aucune maîtrise meurt aussi. Nous devons constituer le territoire comme un être vivant collectif.

Septième mot pour le dire, **l'oeconomie**. Tout à l'heure, dans les interventions précédentes, ont été évoqués l'écologie, l'économie et les liens entre les deux. Le lien entre les deux c'est évidemment le mot « éco ». Ça veut dire quoi « éco » ? c'est le mot grec oikos, qui veut dire la maison commune, le foyer. Qu'est-ce que l'économie, étymologiquement ? c'est **les règles du jeu de la gestion de la maison commune**. Rien à voir avec une espèce de science abstraite du marché parfait et autres fariboles qu'on enseigne dans les facultés d'économie encore aujourd'hui. C'est pour cela que je vous propose que l'on parle d'oeconomie, qu'on revienne à l'étymologie, à la définition qu'en donnait encore le grand botaniste Karl Von Linné au 18^e siècle : l'oeconomie, c'est l'art d'une société de tirer parti au mieux, dans son propre intérêt, de l'ensemble de ses ressources. Je salue d'ailleurs le livre vert sur la cohésion territoriale qu'a lancé la Commission européenne. Il donne quasiment cette définition du territoire. Comment tirer parti au mieux de nos ressources ? nos grands-mères le savaient, ça s'appelait l'art d'accommoder les restes. Nous ne le savons plus, nous l'avons oublié.

D'où découle un huitième mot pour le dire, **l'exergie**, c'est-à-dire l'art de tirer partie jusqu'au bout de l'énergie disponible, jusqu'à la dernière goutte, un peu comme on le fait avec l'olive, on commence par la pression à froid on termine par l'extraction chimique. C'est l'art de tirer au mieux parti des ressources. Le problème c'est que pour tirer au mieux parti de ces ressources, **il faudrait déjà ne pas avoir la même unité de compte, le même moyen de paiement pour des ressources qui n'ont rien à voir**, qui sont le travail local et l'énergie achetées à l'extérieur. Donc trois conditions pour commencer à avoir une approche exergétique, une approche oeconomique du territoire : d'abord différencier les moyens de paiement ; ensuite transférer la fiscalité actuelle sur le travail à une fiscalité sur les ressources non renouvelables ; enfin passer à une société d'utilisation, je pense que ce terme vous est familier, ce qui veut dire que les normes d'interopérabilité, c'est-à-dire tout ce qui permet de faire l'échange des composants pour ne pas avoir à tout jeter parce qu'il y a quelque chose de cassé, deviennent un bien public.

J'ai parlé de la nécessité de ne pas avoir un unique moyen de paiement. Il est totalement absurde, quand on y réfléchit, d'utiliser la même unité de compte pour l'énergie et pour le travail. C'était

inévitable à l'époque de la monnaie papier, ça n'a plus aucune justification sinon l'habitude, lorsqu'on peut développer les systèmes d'échange par internet et les porte-monnaies électroniques.

D'où le neuvième mot pour le dire, **monnaie vectorielle, monnaie à plusieurs dimensions**. Nous ne construirons une société durable, au niveau territorial, que lorsque nous saurons distinguer notre consommation, que nous saurons assurer la traçabilité de ces quatre composantes que sont le travail local, le travail externe, l'énergie et les ressources naturelles. On ira vers une monnaie quadri dimensionnelle, Ça nous paraîtra aussi facile, dans quelques années, que d'avoir des bons de fidélité quand on fréquente un magasin.

Ce qui veut dire que la stratégie pour aller vers une société durable n'est certainement pas la taxe carbone mais plutôt, comme l'avait d'ailleurs proposé le ministre anglais de l'environnement David Milliband, mais **un système de quota négociables individuels d'énergie**. C'est ce qui va responsabiliser chacun sur sa gestion de l'énergie et permettra à chacun de vendre à son voisin les économies d'énergie qu'il a faites.

Enfin dernier mot pour le dire, la notion **d'agencement institutionnel**. Les territoires, aujourd'hui, ne disposent pas d'outils sérieux pour se connaître et pour agir. D'où l'idée d'Agence économique territoriale que je développe dans un livre qui va paraître le mois prochain, que je vous laisserai découvrir. C'est l'idée de disposer au niveau des territoires d'outils de gestion au même titre que les entreprises. On peut s'inspirer des Community Interest Companies (CIC) qu'a développées l'Angleterre : des outils de gestion commerciale mais à but public. Il ne s'agit pas de réinventer le socialisme municipal, je crois qu'il est terminé, mais des outils nouveaux correspondant à des défis nouveaux.